
Les mythes sur le déclin de la classe moyenne en Allemagne

Roman Herzog Institut

Dominik H. Enste

Vera Erdmann

Tatjana Kleineberg

Avril 2011

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Cette note a été publiée initialement
par le Roman Herzog Institut sous le titre :
Dominik H. Enste, Vera Erdmann, Tatjana Kleineberg, *Wie schlecht steht es
wirklich um die gesellschaftliche Mitte? Mythen über die Mittelschicht*,
Roman Herzog Institut Information, n° 9, 2011, 21 p.
Elle est disponible sur le site : *Romanherzoginstitut.de*.

Cette « Note du Cerfa » est publiée dans le cadre
du « Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené
en coopération par le Comité d'études des relations franco-allemandes
de l'Institut français des relations internationales,
la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

Robert Bosch Stiftung

Les activités de recherche, de secrétariat d'édition et de publication du Cerfa
bénéficient d'un soutien de la Direction de la Prospective du Ministère des
Affaires étrangères et européennes et du Planungstab de l'Auswärtiges Amt.

Directeurs de collection : Louis-Marie Clouet, Hans Stark

Traduction : Anne-Lise Barrière

ISBN : 978-2-86592-872-9
© Ifri – 2011 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteurs

L'Institut Roman Herzog accompagne le travail des syndicats patronaux bavarois et soumet à la question de manière critique leurs positions. L'Institut se considère comme une plate-forme de libre réflexion critique et non conformiste, et apporte sans cesse de nouvelles réponses aux questions essentielles dans un débat interdisciplinaire avec d'éminentes personnalités.

Les axes principaux de l'Institut portent sur l'avenir du travail, et sont étroitement liés aux questions d'éthique dans une économie sociale de marché. L'Institut analyse les dysfonctionnements actuels sur ces sujets et, ce faisant, s'efforce de d'aborder aussi des problématiques délicates, avec pour objectif final de contribuer au développement économique et sociétal de l'Allemagne.

Dominik H. Enste est économiste senior, chef de projet à l'Institut der deutschen Wirtschaft (Institut d'économie allemande) de Cologne, professeur invité d'éthique commerciale et d'économie comportementale à la Fachhochschule de Cologne, ainsi que maître de conférences à l'Université de Cologne. Il dirige la cellule du « premier rapport d'engagement citoyen » (« Erster Engagementbericht ») pour le gouvernement fédéral d'Allemagne. Ses champs de recherche portent sur les problématiques d'éthique financière ainsi que l'économie des institutions et des comportements.

Vera Erdmann est économiste et maître de conférences en macro-économie à l'Université de Cologne. Ses recherches portent sur les problématiques relatives au capital humain, à l'innovation et à la pénurie de main d'œuvre qualifiée.

Tatjana Kleineberg est étudiante en sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Paris et en sciences économiques à l'université de Nancy. Elle a participé à la présente publication dans le cadre de son stage à l'Institut der deutschen Wirtschaft de Cologne.

Résumé

Le débat sur la « classe moyenne » donne lieu à des malentendus et alimente un débat dans les médias allemand sur un risque de déclassement des classes moyennes. Cette étude vise dans un premier temps à délimiter précisément ce groupe de population pour ensuite vider de leur substance cinq mythes sur la classe moyenne en Allemagne.

Tout d'abord, les tendances de long terme ne permettent pas de vérifier une décroissance de la classe moyenne en Allemagne : depuis l'année 1993, la part de la classe moyenne en Allemagne est restée relativement constante.

En matière d'écart entre les revenus, l'évolution n'est pas uniforme ; il y a autant d'accroissement que de diminution des différences, qui ne suivent donc pas une tendance nette, et ne permettent pas d'affirmer que l'inégalité entre les revenus augmente.

La peur du déclassement social résulte d'une détérioration de la prospérité dans le groupe social aux revenus faibles, qui en retour augmente l'inquiétude de la classe moyenne, sans que celle-ci ne soit pour autant affectée par une dégradation réelle de ses conditions de vie.

Les chances réelles d'ascension sociale des Allemands, et en particulier d'accès à la classe moyenne, sont plus grandes qu'ils ne l'imaginent. En même temps, l'accès vers la classe moyenne est peut-être devenu moins attractif à cause, entre autres, de l'augmentation des charges dues à la politique de redistribution.

Enfin, une société stable, jouissant de la paix sociale ne dépend pas de l'importance de sa classe moyenne, mais cette stabilité peut aussi être garantie grâce à des chances de mobilité sociale.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| LA CLASSE MOYENNE A-T-ELLE PEUR DU DECLASSEMENT ?..... | 4 |
| UNE SOURCE DE MALENTENDUS : | |
| LA DEFINITION DE LA CLASSE MOYENNE | 6 |
| CINQ MYTHES SUR LA CLASSE MOYENNE EN ALLEMAGNE | 8 |
| Mythe 1 : La classe moyenne décroît | 8 |
| Mythe 2 : L'écart entre les revenus se creuse | 11 |
| Mythe 3 : Le déclassement social massif de la classe moyenne est la règle | 13 |
| Mythe 4 : L'accès à la classe moyenne n'est guère possible | 18 |
| Mythe 5 : Seule une large classe moyenne favorise la cohésion sociale | 21 |
| UN BILAN : LA PROMOTION SOCIALE PAR LE TRAVAIL, LA FORMATION ET L'EGALITE DES CHANCES | 23 |
| BIBLIOGRAPHIE | 25 |

La classe moyenne a-t-elle peur du déclassement ?

Dans les médias, des chercheurs mettent en garde, scénarios sombres à l'appui, contre la diminution de la classe moyenne, l'augmentation des différences de revenus entre les classes sociales, la peur grandissante du déclassement et l'appauvrissement durable des personnes aux faibles revenus. Pourtant, si l'on analyse les faits, ces relations de cause à effet et ces peurs ne peuvent être démontrées, la plupart du temps, qu'avec beaucoup d'imagination. Ces éléments, objets des mises en garde des médias, sont même amplifiés à cause d'une représentation indifférenciée. Comme on parle beaucoup de l'apparente diminution de la classe moyenne, de plus en plus de personnes y croient et la peur est encore exacerbée. Comme lors d'une prophétie auto-réalisatrice, les reportages font naître une peur panique de perdre son statut. Malgré tout, l'idéal des années 1950, la « société nivelée de classe moyenne » d'Helmut Schelsky est encore largement présente dans les esprits : la représentation idéale voudrait que les classes sociales en Allemagne se rapprochent pour ensuite n'en faire qu'une (Braun, 1989).

La courbe des salaires en Allemagne montre que tous les groupes de population ont pu participer à la croissance économique et améliorer leur niveau de vie de façon continue (cf le paragraphe 3.2). Un nivellement n'y a pas été toutefois lié – et celui-ci n'aurait pas été souhaitable en raison de plusieurs facteurs psychologiques et économiques (Ernste et al., 2008). Dans l'ensemble, l'Etat social allemand a fait ses preuves comme modèle de réussite. Bien sûr, les classes inférieures et moyennes ont été un peu moins satisfaites du niveau du revenu des ménages dont elles disposaient ces dernières années. Malgré tout, il y a eu récemment une nouvelle augmentation de leur niveau de satisfaction (Grabka/Frick, 2008, 106). D'autres indicateurs objectifs, qui pourraient donner le signe d'une répartition inégalitaire des revenus, font apparaître que l'Allemagne s'en sort bien : l'Allemagne a par exemple un taux de pauvreté inférieur à la moyenne des pays de l'UE (Schröder, 2009).

Savoir ce que l'on entend par « classe moyenne » donne lieu à des malentendus et est source de conflits ; il faut donc tout d'abord donner une définition de la classe moyenne. Dans ce but, cette étude vise dans un premier temps à délimiter précisément ce groupe de

population pour ensuite vider de leur substance cinq mythes sur la classe moyenne en Allemagne.

Une source de malentendus : la définition de la classe moyenne

La classe moyenne est définie de différentes façons. Souvent, les facteurs « éducation » et « situation professionnelle » sont mis en avant pour délimiter la classe moyenne (cf Klös/Enste, 2008). Au contraire, la « Task force on the middle class » mise en place par le gouvernement américain définit cette classe par des espérances et des objectifs : les familles appartenant à la classe moyenne aspirent à devenir propriétaires fonciers, à posséder une voiture, à donner une éducation supérieure à leurs enfants, à avoir une assurance maladie et une assurance pour la retraite ainsi qu'à partir en vacances de temps en temps (Middle Class Task Force, 2010, p. 10). Ces variables sont toutefois difficiles à concrétiser statistiquement et représentent donc des indicateurs incertains.

Une autre possibilité pour définir la classe moyenne consiste à examiner le niveau de revenus. Sur le modèle des définitions utilisées dans les rapports du gouvernement allemand sur la pauvreté et la richesse, une définition courante fondée sur les revenus a été développée, sur laquelle s'appuient les paragraphes ci-dessous. Selon cette définition, la classe moyenne est formée par les ménages dont les revenus se situent entre 70 et 150 pour cent du revenu médian (revenu moyen de la somme des ménages) (Goebel et al. 2010). Pour l'année 2009, cela correspond à un revenu net par mois compris entre 860 et 1 844 euros pour un ménage d'une personne seule. Pour les ménages de plusieurs personnes, il faut calculer le revenu net équivalent. En outre, le revenu du ménage est pondéré par le nombre de membres du foyer. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) utilise une pondération de un pour le premier adulte. Mais les adultes supplémentaires ont une pondération de 0,5 et les enfants de moins de 14 ans ont une pondération de 0,3. On part donc du principe qu'un couple vivant ensemble a nettement moins de besoins que deux célibataires vivant séparément. Cette pondération permet de comparer des ménages dont les structures diffèrent. L'échelle sous-entend que grâce à la vie commune, la capacité à épargner est comparativement plus élevée. D'autres échelles de pondération comme par exemple celle de Citro / Michael (2006) évaluent ces économies à un niveau plus bas.

Lorsque l'on analyse la classe moyenne, il faut avoir présent à l'esprit qu'une telle définition fondée sur les revenus est une simplification. Par exemple, selon la définition de l'OCDE, les

étudiants et les apprentis, dont le revenu disponible est en général inférieur à 860 euros, ne font pas partie de la classe moyenne. Ce classement est pour le moins sujet à caution. En outre, les limites de la classe moyenne mesurées à l'aide des revenus du ménage sont fixées de façon plus ou moins arbitraire. Au lieu de définir la classe moyenne comme celle située entre 70 et 150 pour cent du revenu médian, on aurait pu tout aussi bien choisir comme limites 75 et 125 pour cent (Brandolini, 2010, p. 4). Une autre définition assez large de la classe moyenne consisterait à englober toutes les personnes qui ne sont ni pauvres (jusqu'à 60 pour cent du revenu médian) ni riches (à partir de 200 pour cent ou éventuellement 300 pour cent du revenu médian). Il ne faut ainsi pas perdre de vue que les résultats de l'analyse peuvent éventuellement dépendre de la définition de la classe moyenne.

Cinq mythes sur la classe moyenne en Allemagne

Mythe 1 : La classe moyenne décroît

Selon les articles des médias et les études scientifiques, on observe une diminution relative de la classe moyenne. Mais l'analyse des résultats des données du Panel socio-économique (Sozio-oekonomisches Panel, SOEP) prouve le contraire : depuis l'année 1993, la part de la classe moyenne en Allemagne est restée relativement constante (graphique 1). Le groupe aux faibles revenus (pour un foyer d'une personne seule, cette catégorie correspond aujourd'hui à un revenu net inférieur à 860 euros par mois) a légèrement oscillé autour d'une valeur de 20 % de la population. De même, les classes aisées (revenu actuel pour un foyer d'une personne seule de plus de 1 844 euros par mois) ont seulement enregistré de légères fluctuations et leur proportion est constamment restée entre 16 et 19 %. Pour la classe moyenne restante, cela correspond à une proportion conséquente, valable aussi dans les comparaisons internationales, située entre 60 et 67 % (Brandolini, 2010).

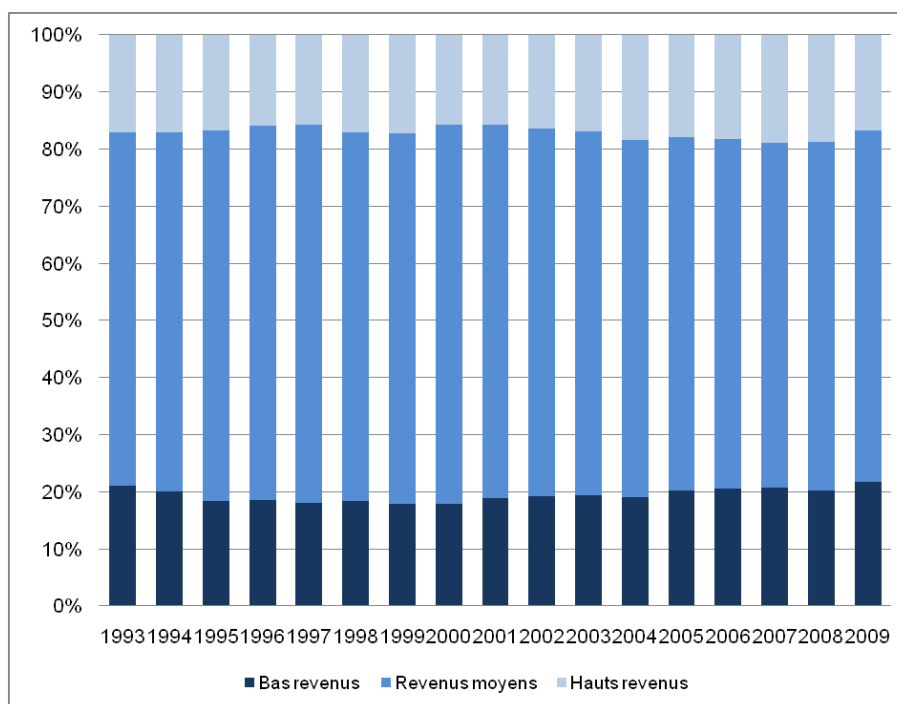
En outre, l'observation de l'évolution des limites supérieures et inférieures marquant l'appartenance à la classe moyenne ne permet pas de diagnostiquer une tendance de long terme à la hausse. S'appuyant sur les faits, il est donc quasiment impossible d'établir pour l'avenir un pronostic de diminution de la classe moyenne. Au cours de l'année 2009, il y eut même une évolution contraire : alors que la proportion des ménages à hauts revenus perdait nettement du terrain, l'Etat social allemand réussissait dans une large mesure à protéger les classes aux faibles revenus des effets négatifs de la crise financière et économique. La conjonction de ces deux facteurs conduisit à une augmentation de la classe moyenne de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année 2008, passant ainsi à 61,5 pour cent.

La comparaison internationale montre – à l'aide de la définition quelque peu restrictive de la classe moyenne basée sur le chiffre de 75 à 125 pour cent du revenu médian – la solidité durable de la classe moyenne (Brandolini, 2010).

Alors qu'au milieu des années 2000, les pays caractérisés par une classe moyenne peu étendue étaient surtout les Etats-Unis (29,9 pour cent), le Royaume-Uni (32,9 pour cent) et l'Italie (33 pour cent), l'Allemagne se situait dans la moyenne avec un taux de 42,8 pour cent pour la classe moyenne. Les pays scandinaves avaient, pour la plupart, une classe moyenne encore plus importante (Brandolini, 2010, p. 17). Mais le modèle familial alternatif, au sein duquel il est évident que les deux conjoints conservent leur activité professionnelle, joue aussi un rôle dans cet état de fait. Concernant le changement intervenu au sein de la classe moyenne durant une vingtaine d'années, l'Allemagne n'a connu au contraire qu'une diminution insignifiante à hauteur de 2 points de pourcentage, alors que la classe moyenne en Suède ou en Autriche perdaient autour de 3 points et en Finlande jusqu'à 7 points de pourcentage.

C'est un fait : la part de la classe moyenne en Allemagne se situe à un haut niveau international et n'a subi que de légères fluctuations au cours des ans. Une tendance négative ou positive ne peut pas y être observée.

Graphique 1 : tranches de revenus en Allemagne
Part de chaque tranche de revenus dans la population globale en pourcentage



Source : Goebel et al., 2010

Tableau 1 : évolution du revenu mensuel des ménages en Allemagne

| | Moyenne arithmétique des tranches de revenus | | | Ecart par rapport à la classe moyenne | |
|------|--|----------------|---------------|---------------------------------------|---------------|
| | Bas revenus | Revenus moyens | Hauts revenus | Bas revenus | Hauts revenus |
| | En euro | | | En pourcentage | |
| 1993 | 643 | 1 222 | 2 372 | -47,4 | 94 |
| 1994 | 646 | 1 222 | 2 371 | -47,1 | 94 |
| 1995 | 643 | 1 232 | 2 500 | -47,8 | 103 |
| 1996 | 664 | 1 251 | 2 478 | -47 | 98 |
| 1997 | 660 | 1 243 | 2 413 | -46,9 | 94,1 |
| 1998 | 667 | 1 237 | 2 367 | -46,1 | 91,3 |
| 1999 | 685 | 1 270 | 2 436 | -46,1 | 91,7 |
| 2000 | 680 | 1 287 | 2 569 | -47,2 | 99,7 |
| 2001 | 690 | 1 300 | 2 561 | -46,9 | 97,1 |
| 2002 | 664 | 1 279 | 2 669 | -48,1 | 108,6 |
| 2003 | 669 | 1 300 | 2 690 | -48,5 | 106,9 |
| 2004 | 657 | 1 264 | 2 583 | -48 | 104,4 |
| 2005 | 659 | 1 269 | 2 567 | -48,1 | 102,2 |
| 2006 | 650 | 1 255 | 2 626 | -48,2 | 109,2 |
| 2007 | 651 | 1 251 | 2 569 | -48 | 105,3 |
| 2008 | 645 | 1 252 | 2 538 | -48,5 | 102,8 |
| 2009 | 677 | 1 311 | 2 672 | -48,3 | 103,7 |

Les revenus disponibles par mois ont été pondérés de manière équivalente.

Certaines pondérations ont été attribuées aux membres du foyer, afin de prendre en compte pour chacun les agencements différents des dépenses.

Source : Goebel et al., 2010

Mythe 2 : L'écart entre les revenus se creuse

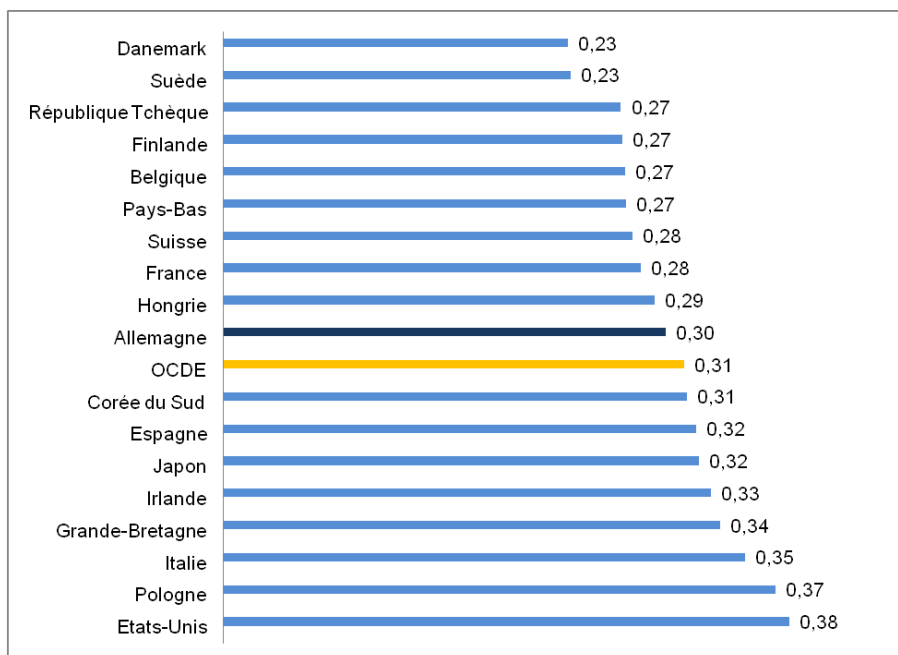
On part souvent du principe que les écarts de revenus entre les trois tranches de revenus se creusent au cours du temps. Mais une observation plus précise de l'évolution des revenus depuis l'année 1993 montre que cette assertion relève également du mythe (tableau 1). Lors de la période d'observation, les faibles revenus ont oscillé entre 46,1 et 48,5 pour cent du revenu de la classe moyenne. Les fluctuations ont donc été relativement minimales. Une volatilité un peu plus grande a été observée pour l'évolution des salaires des détenteurs de hauts revenus : ceux-ci ont gagné entre 91,3 et 109,2 pour cent de plus que la classe moyenne. L'évolution des écarts par rapport au revenu de la classe moyenne n'a pas du tout augmenté régulièrement. Et on ne peut donc pas parler d'un accroissement des différences. Au lieu de cela, l'évolution n'est pas uniforme ; il y a autant d'accroissement que de diminution des différences, qui ne suivent donc pas une tendance nette.

Les inégalités de revenus peuvent aussi être exprimées par le coefficient de Gini. Un coefficient de Gini égal à zéro signifie que le revenu est réparti de façon égalitaire au sein de la population. Plus le coefficient se rapproche de 1, plus la répartition du revenu est inégalitaire, car une plus grande part du revenu global de l'économie revient à une plus petite partie de la population. La comparaison des pays de l'OCDE choisis montre que les inégalités de revenus en Allemagne se situent dans la moyenne des 30 pays de l'OCDE étudiés et ne constituent donc en aucun cas un cas extrême (graphique 2). Des pays comme les États-Unis, mais aussi par exemple le Royaume Uni et le Japon, ont une inégalité des revenus bien plus grande que l'Allemagne. Même des pays comme la Suisse ou la France ont des résultats à peine plus bas.

Si le coefficient de Gini permet de réaliser une comparaison internationale des inégalités de revenus, cette compression des informations dans un ratio est toujours aussi synonyme d'une grande perte d'informations. Ainsi, grâce à ce chiffre, il est facile de reconnaître si le revenu est réparti de façon relativement inégale. Mais par exemple, ce coefficient ne nous dit rien sur la nature des inégalités, leur origine ou sur la répartition des chances d'améliorer son statut social.

De fait, en Allemagne, les différences de revenus entre la classe moyenne et les revenus inférieurs ou supérieurs n'ont, par le passé et de manière générale, pas augmenté régulièrement ; de même, il n'existe pas de tendance qui montrerait que cela sera le cas à l'avenir.

Graphique 2 : comparaison internationale des inégalités de revenus
Coefficient de Gini de certains pays de l'OCDE sur la base du revenu net équivalent, milieu des années 2000



Source : OCDE, 2009

Mythe 3 : Le déclassement social massif de la classe moyenne est la règle

Dans le débat public domine la croyance selon laquelle la classe moyenne diminue. Seules quelques personnes accèderaient à ce groupe aux revenus moyens alors que beaucoup en seraient exclus par déclassement social. En conséquence, une peur panique liée à la sauvegarde du statut serait très répandue au sein de la classe moyenne. Sur cette toile de fond, il faut différencier la menace objective d'un déclassement social et la peur subjective de tomber dans une classe sociale inférieure.

Le sentiment subjectif de sécurité peut être mesuré à l'aide de la peur de perdre son emploi (graphique 3). À côté de la classe supérieure et de deux catégories socioprofessionnelles inférieures, la classe moyenne est divisée en trois groupes : la classe moyenne inférieure (simples techniciens et ouvriers spécialisés), la classe moyenne du milieu (employés dans l'administration et dans le commerce chargés de tâches répétitives) et la classe moyenne supérieure (techniciens qualifiés et ingénieurs ; managers de petites entreprises ; chargés de mission qualifiés dans l'administration publique et privée). On remarque dans un premier temps que la peur du déclassement a augmenté au sein de toutes les catégories socioprofessionnelles au cours de la période entre 1993 et 2007. Concernant la classe moyenne du milieu, on constate une augmentation disproportionnée du sentiment d'inquiétude. La peur du déclassement dans cette partie de la classe moyenne a ainsi nettement augmenté.

La question centrale est de savoir si la peur subjective du déclassement est vraiment fondée. Si l'on se penche sur cette question, il apparaît que le groupe aux faibles revenus a surtout augmenté à cause du changement de la composition de la société et non à cause d'un déclassement d'une partie de la classe moyenne (Hülkamp/Schröder, 2009). Par ailleurs, la méthode de calcul statistique a aussi une influence.

Les évolutions sociodémographiques des dernières décennies ont eu pour conséquence que les groupes de la population souvent désavantagés sur le marché du travail – par exemple, les foyers monoparentaux, les personnes seules et les personnes issues de l'immigration – ont, en pourcentage, gagné en importance dans la totalité de la population. Ceci peut par exemple s'expliquer entre autres par le taux de natalité bas dans la classe moyenne allemande et par les taux de natalité élevés des familles issues de l'immigration. En outre, on a assisté à un phénomène accru de désagrégation du modèle familial traditionnel et à une augmentation du nombre des

foyers monoparentaux. Des sociologues voient dans ce développement un indice d'une société non-sociale, dans laquelle on se quitte plus souvent et plus rapidement et on compte davantage sur les aides d'Etat et les transferts sociaux (Siems/Borstel, 2010). Schäfer/Schmidt (2009) montrent que ces groupes cités ci-dessus possèdent une probabilité nettement plus élevée de déclassement social et d'exclusion hors de la classe moyenne. Ils sont aussi plus souvent touchés par la pauvreté : pour l'année 2007, 13,4 pour cent de l'ensemble des ménages étaient considérés comme relativement pauvres (avec un revenu allant jusqu'à 60 pour cent du revenu médian), mais les foyers monoparentaux et les personnes issues de l'immigration étaient surreprésentés avec des taux respectifs de 37,6 pour cent et de 20,8 pour cent. En tout, les seules variations sociodémographiques depuis le milieu des années 1990 peuvent expliquer environ la moitié de l'augmentation de la pauvreté relative (Hülkamp/Schröder, 2009)

Une autre part de l'augmentation de la classe inférieure s'explique par l'accroissement du nombre de foyers de personnes célibataires en Allemagne. La pondération des revenus des ménages calculée selon le nombre de personnes qui vivent dans le foyer sous-entend que les besoins par tête au sein d'un couple en ménage sont estimés comme beaucoup moins importants que ceux des foyers composés d'une personne célibataire. À cause de ce mode de calcul, de nombreux célibataires se retrouvent après une séparation dans le groupe aux faibles revenus des statistiques, sans que cela n'aille de pair avec une baisse de leur revenu individuel.

Un exemple (tableau 2) : un célibataire ayant un revenu net compris entre 860 et 1 844 euros par mois fait partie de la classe moyenne du milieu ; deux célibataires doivent ainsi au total gagner entre 1720 et 3 688 euros, pour faire partie de la classe moyenne. À l'inverse, un couple a besoin de gagner en tout seulement entre 1 290 et 2 766 euros nets. Pour qu'après une séparation, aucun des deux conjoints ne tombe dans la classe aux revenus faibles, les deux ex-conjoints doivent chacun gagner au moins 860 euros, ce qui correspondrait à un revenu du ménage d'au moins 1 720 euros. Seuls des foyers de la classe moyenne dont les conjoints gagnent environ le même salaire peuvent se permettre une séparation, sans que l'un des deux ne tombe dans la classe aux faibles revenus. S'il y a des enfants, la pression sur le parent seul qui a la garde des enfants se fait particulièrement sentir. Ces résultats prouvent que chaque augmentation statistique de la classe sociale inférieure n'est pas forcément synonyme de la perte d'un emploi.

D'autres études montrent aussi que le risque objectif d'un déclassement et d'une exclusion hors de la classe moyenne doit plutôt être considéré comme insignifiant. Ainsi, Lengfeld/Hirschle (2008) attestent que la peur croissante du déclassement au sein de la classe moyenne ne repose pratiquement sur aucune raison réelle qui serait liée à la structure de l'emploi. En outre, il n'y a aucune preuve

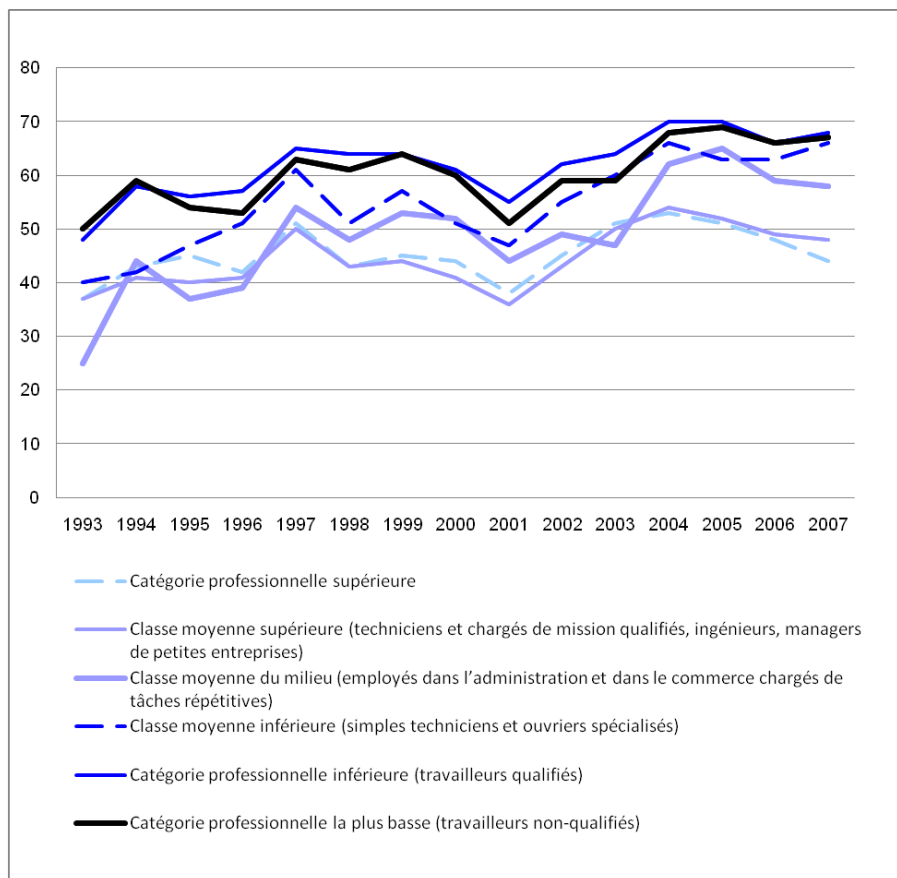
évidente d'une mobilité vers le bas croissante en Allemagne (Klös/Enste, 2008). Le déclassement social de la classe moyenne inférieure a même baissé entre les années 2000 et 2004. D'autres études empiriques (De Luca, 2010a ; 2010b) confirment que ceux dont les salaires étaient dans la tranche moyenne ou élevée ne courent pratiquement aucun risque de tomber dans le groupe des bénéficiaires de l'aide sociale (Hartz IV). Ainsi, 50 pour cent des nouveaux bénéficiaires de l'aide sociale touchaient pour leur dernier emploi occupé un salaire net de moins de 500 euros, alors que seulement 10 pour cent gagnaient plus de 1500 euros bruts. Seulement 0,3 pour cent disposait de plus de 3000 euros bruts par mois. Ces constats étayaient donc la thèse selon laquelle la peur de la classe moyenne d'un déclassement ne correspond pas en premier lieu à un danger réel. Il existe bien plus un fossé entre la perception des choses et la réalité.

En revanche, le niveau d'éducation est un élément pour diminuer le danger réel de déclassement : les personnes sans diplôme, scolaire ou professionnel, représentent la plus grande part de la classe à revenus faibles. Les gens munis d'un diplôme de l'enseignement supérieur sont surreprésentés dans les groupes aux revenus élevés. Les détenteurs d'un diplôme équivalent au bac (général ou professionnel) ou à un BTS et ceux qui ont un diplôme professionnel (ou qui ont fait un apprentissage) sont le groupe le plus nombreux au sein de la classe moyenne. Presque 70 pour cent des membres de la classe moyenne possèdent à la fois un diplôme équivalent au bac général ou professionnel (maître d'apprentissage, technicien) (tableau 3). Partant de ce constat, la classe moyenne peut donc aussi être caractérisée de classe moyenne éduquée. Les années consacrées aux études sont justement un facteur important qui influe sur le positionnement futur dans un groupe de revenu.

Lengfeld/Hirschle (2008) démontrent, pour expliquer la peur du déclassement, que l'effet d'entraînement (spill-over) ainsi dénommé aurait pu augmenter les craintes au sein de la classe moyenne. Cela signifierait que l'inquiétude dans la classe moyenne croît parce que celle-ci observe une détérioration de la prospérité dans le groupe social aux revenus faibles sans que sa propre situation ne soit pour autant affectée par une dégradation réelle de ses conditions de vie. La peur de l'avenir serait donc reportée des classes inférieures vers les classes moyennes – ce phénomène étant accentué par les comptes-rendus partiels des médias sur une prétendue diminution de la classe moyenne. Il faut donc étudier également l'évolution de la situation et des chances de promotion du groupe social aux faibles revenus.

De fait, on ne peut pas parler objectivement d'une menace de déclassement de la classe moyenne.

Graphique 3 : peur subjective du déclassement
Pourcentage des sondés craignant une perte de leur emploi, classement
par catégories professionnelles



Source : Lengfeld/Hirschle, 2008

Tableau 2 : déclassement causé par une séparation
Revenu par mois (net), année 2009, euros

| | Bas revenus | Revenu moyen | Haut revenu |
|-----------------------------|---------------|---------------------|-------------------|
| Un couple vivant en ménage | jusqu'à 1.289 | 1.290 jusqu'à 2.766 | à partir de 2.767 |
| Deux foyers de célibataires | jusqu'à 1.719 | 1.720 jusqu'à 3.688 | à partir de 3.689 |

Calculs de l'auteur

Tableau 3 : tranche de revenus et niveau d'études pour l'année 2008, en pourcentage

| | Tranche de revenus | | | |
|--|--------------------|----------------|---------------|-------|
| Niveau d'études | Bas revenus | Revenus moyens | Hauts revenus | Total |
| Sans diplôme | 37,8 | 56,32 | 5,88 | 100 |
| Diplôme équivalent au bac général ou professionnel | 18,22 | 65,73 | 16,05 | 100 |
| Diplôme de technicien, maître d'apprentissage | 12,35 | 66,09 | 21,56 | 100 |
| Diplôme du supérieur | 8,4 | 44,94 | 46,67 | 100 |
| Total (moyenne) | 19,41 | 60,22 | 20,37 | 100 |

Les données en bleu représentent les valeurs au dessus de la moyenne.

Source : calculs de l'auteur basés sur le panel socio-économique

Mythe 4 : L'accès à la classe moyenne n'est guère possible

Les médias font fréquemment référence aux « laissés pour compte de la précarité ». En d'autres termes, l'accès des couches sociales à revenus inférieurs à la classe moyenne est soit impossible, soit malaisé. Il est particulièrement important que cet accès existe, car les inégalités sociales sont ressenties comme très injustes et problématiques si elles sont durables et fondées uniquement sur le parcours personnel.

En ce qui concerne la perception subjective des chances personnelles de promotion sociale, l'attitude générale des Allemands est pessimiste. D'après une enquête de l'institut de sondage Allensbach réalisée en 2008, seul un cinquième des citoyens allemands s'attendait à une amélioration de leur situation dans les cinq à dix années à venir, tandis que près de la moitié d'entre eux pensait que leur situation ne changerait pas. En outre, seuls 31 % des citoyens allemands considéraient l'ascension sociale comme un but qui en valait la peine, alors que les personnes interrogées étaient deux fois plus nombreuses à accorder davantage d'importance à des valeurs comme la justice sociale.

Les Allemands estiment également que le lien entre rendement et réussite est insuffisant dans leur système économique. Ainsi les données du World Values Survey (2005) montrent que seule la moitié des personnes interrogées voyait un lien net entre réussite personnelle et travail accompli. Un quart d'entre elles supposait que la chance et les relations jouaient un rôle essentiel et un autre quart ne voyait même aucune relation entre travail accompli et réussite, mais pensait que la chance et les relations étaient les seuls facteurs décisifs de la réussite. En outre, le panel socio-économique a montré pour cette même année que 45 % des Allemands avaient le sentiment que leurs chances personnelles de promotion professionnelle n'étaient pas proportionnelles au travail accompli (Neumann et al., 2010, p. 5). Sur la base de ces données, l'Allemagne se classe, au plan international, nettement derrière des pays comme les Etats-Unis, le Canada et la Finlande. Par conséquent, les Allemands estiment que l'ascension sociale est dans l'ensemble un but relativement peu attractif, qu'elle reflète trop peu le travail accompli et se révèle être assez improbable.

En Allemagne, l'ascension sociale a eu tendance à se réduire ces dernières années, et il est devenu plus difficile de quitter la classe moyenne vers le haut comme vers le bas. Entre 1999 et 2003, 46 % des personnes ont réussi à passer d'une tranche de revenus inférieure vers une tranche supérieure ; entre 2003 et 2007, ils

n'étaient plus que 37 % à y parvenir (Klös/Enste, 2008). La promotion intergénérationnelle a également un peu diminué et l'influence de l'origine sociale est devenue plus forte. Le taux de reproduction sociale, c'est-à-dire la transmission de son propre statut social à ses enfants, est particulièrement marqué dans les classes ouvrières et a légèrement augmenté entre 1975 et 2004 en passant de 45 % à 52 %. En outre, l'influence de l'origine sociale apparaît déjà dans le cursus de formation et dans la proportion de lycéens et d'étudiants (Klös/Enste, 2008). Ces résultats montrent une certaine détérioration de la mobilité sociale au cours des dernières années en Allemagne et donc la nécessité d'une action politique (voir en conclusion). Cependant les chances réelles d'ascension sociale en Allemagne ne sont, premièrement, pas plus mauvaises que dans la moyenne de certains Etats de l'OCDE et, deuxièmement, bien meilleures que le ressenti subjectif des personnes concernées :

1. Les comparaisons internationales montrent que l'ascension sociale des couches inférieures de revenus est à peine plus faible que, par exemple, aux Etats-Unis ou dans la moyenne des 17 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données correspondantes (graphique 4).

Si l'on compare avec les Etats-Unis – le pays que l'on croit être celui des possibilités de promotion sociale illimitées – on remarque que le vrai taux d'ascension sociale des personnes percevant un revenu faible est à peine supérieur à celui de l'Allemagne. Dans les deux pays, entre 1999 et 2001, environ un tiers des personnes à revenus faibles a réussi à accéder à une couche sociale supérieure. Les citoyens américains estimaient cependant que leurs chances de promotion sociale étaient bien plus importantes que ne l'estimaient les Allemands. La relation entre travail fourni et réussite est plus étroite aux Etats-Unis qu'en Allemagne : plus de 60 % des citoyens américains pensent que la réussite provient des efforts fournis au travail et seuls 13 % d'entre eux pensent que la chance et les relations sont des facteurs plus importants (World Value Survey, 2005).

2. Si l'on considère une période plus longue, allant de 1995 à 2007, un Allemand sur trois a effectivement réussi à passer dans une tranche de revenus supérieure (Neumann et al., 2010, p. 5). Mais, en même temps – selon une autre enquête de l'institut de sondages Allensbach de 2008 – seul un Allemand sur cinq croit qu'il pourra profiter personnellement d'une ascension sociale au cours des dix prochaines années. Entre la réalité de la promotion sociale et la perception subjective des personnes interrogées, il existe donc un écart de deux tiers.

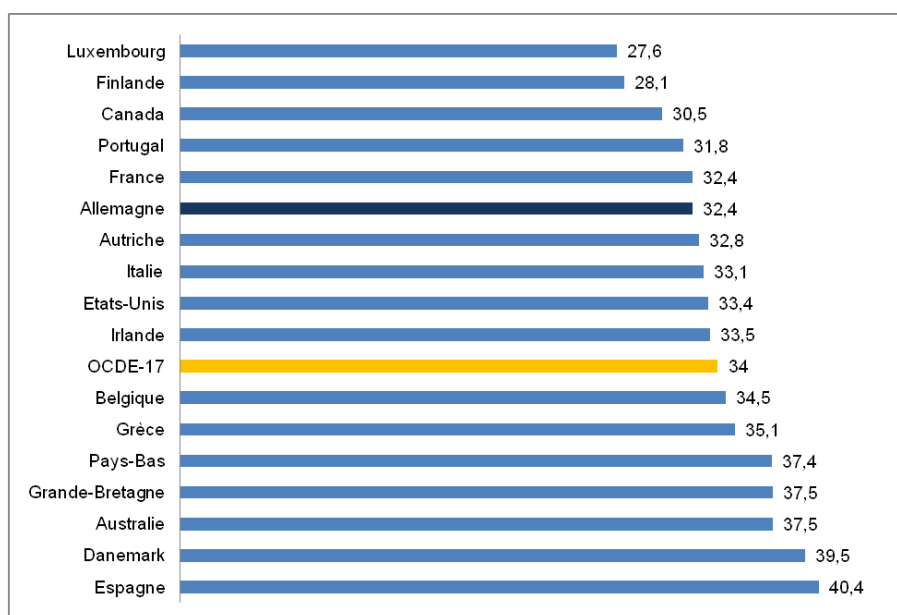
Cette perception faussée des possibilités de promotion sociale peut influencer la façon dont une politique de redistribution devrait se faire dans un Etat social. Si une grande partie de la

population croit en ses chances personnelles d'ascension sociale, elle exigera un réseau de protection sociale moins important (Bénabou/Ok, 2001). Même les personnes percevant un revenu faible espèrent, à l'avenir, appartenir à une tranche de revenus supérieure. Mais comme ces personnes craignent de devoir, après cette (possible) promotion sociale, payer pour financer ce système de transferts sociaux, ils seront moins favorables à une forte imposition et à une politique de redistribution (Bénabou/Tirole, 2006).

En Allemagne, on constate le contraire : comme les citoyens allemands sont pessimistes quant à leurs chances d'ascension sociale, ils réclament une politique de redistribution plus forte. Celle-ci peut cependant mener à des incitations négatives qui rendront moins attractive – et partant plus improbable – l'ascension sociale due à un travail acharné, à une bonne formation et un solide engagement. Rester dans un système de transferts sociaux peut apparaître, pour bien des personnes, comme plus attractif que faire des efforts pour passer dans la classe moyenne. Ce pessimisme quant aux chances de promotion sociale se transformerait ainsi en une prophétie auto-réalisatrice.

De fait, les chances réelles d'ascension sociale des Allemands sont plus grandes qu'ils ne l'imaginent. En même temps, l'accès à la classe moyenne est peut-être devenu moins attractif à cause, entre autres, de l'augmentation des charges dues à la politique de redistribution.

Graphique 4 : possibilité de promotion sociale, comparaison internationale
Taux de promotion sociale du quintile de revenus le plus bas, en pour cent de tous les membres de ce quintile, 1999 à 2001



Source : Neumann et al., 2010; calculs de l'auteur

Mythe 5 : Seule une large classe moyenne favorise la cohésion sociale

La prétendue diminution de la classe moyenne est souvent mise en relation directe avec une division de la société et une désagrégation de la cohésion sociale. A l'inverse, la classe moyenne aurait une fonction unificatrice pour la société. Il n'est cependant pas sûr que la classe moyenne puisse réellement être le garant de la cohésion d'une société moderne et complexe comme la société allemande et que son ampleur soit si déterminante.

A l'initiative de l'Institut Roman Herzog, différents scientifiques ont examiné le slogan de « justice sociale » qui passe pour être une condition importante de la cohésion sociale (cf. RHI, 2009). On exige de la politique qu'elle instaure la justice sociale alors que celle-ci ne peut – si l'on veut être réaliste – être mise en place que par une alliance entre solidarité et liberté. Selon l'accent mis sur l'une ou sur l'autre, il existe différentes conceptions de la justice. La solidarité crée une justice au sens d'une équité de répartition et peut de cette façon créer un sentiment de cohésion dans la société. La liberté, en revanche, comprend d'un côté une « liberté négative », c'est-à-dire l'absence de contraintes qui entraveraient l'action libre, et de l'autre, une « liberté positive » qui offre à chacun la possibilité de développer ses potentialités pour tendre ainsi vers un statut social supérieur.

Pour pouvoir réaliser la solidarité et la liberté – et par là aussi la justice sociale –, l'Etat doit mettre à la disposition de toutes les couches sociales les biens publics correspondants, tels la formation, l'égalité des chances, un certain niveau de vie et la sécurité (Merkel, 2007). Le financement a lieu à travers les recettes fiscales qui restreignent cependant la liberté des contribuables à disposer librement de leur argent. Si les conditions de l'égalité des chances sont posées, des rendements au travail divergents devront être rémunérés de façon différente. Dans ce contexte, il faudra justifier et même recommander des différences de revenus dans la mesure où celles-ci se fondent sur le travail fourni. Souvent, on réclame cependant davantage de redistribution et de solidarité sans mesurer que seule la liberté d'une promotion sociale rend possible une redistribution solidaire. Car les chances de promotion sociale et les efforts pour y parvenir au sein d'une société créent de la prospérité et des biens qui pourront ensuite seulement être différemment répartis. Ainsi, la liberté peut être comprise comme une condition permettant une société solidaire.

Il est clair qu'un système perméable, fondé sur l'équité des chances et du rendement, et pourvu d'une mobilité sociale importante, favorise la cohésion sociale. En revanche, la cohésion

sociale n'a pas besoin d'une société homogène et sans différences. Un renforcement de la liberté individuelle, un élargissement des possibilités de développement personnel et, par là, un renforcement de la mobilité sociale peuvent donc – en ayant pour but la cohésion de la société – être des objectifs tout aussi centraux de la politique. Cela augmenterait en même temps la capacité de rendement et la prospérité de la société.

Dans ce contexte, il faudrait cependant éviter d'imposer trop de charges à la classe moyenne, car une politique de redistribution trop forte pourrait conduire à des incitations négatives et rendre ainsi la promotion sociale peu attractive. Cela implique qu'il faudrait, dans une certaine mesure, approuver et non critiquer les différences de statut, car elles augmentent la motivation et la productivité de la société et ces différences ne la divisent pas – à condition qu'il y ait une mobilité sociale – mais bien au contraire, sont le garant de son unité. Ces chances de mobilité sociale existent sans aucun doute en Allemagne, comme le prouve une interprétation des résultats du panel socio-économique de l'Institut allemand de recherche économique (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung) pour le journal économique AKTIV (2010). Ceux qui perçoivent des revenus faibles ont de bonnes chances de promotion sociale : plus de la moitié d'un groupe de 100 personnes percevant en 2004 moins de 1 000 euros nets par mois a réussi en l'espace de cinq ans à accéder à la couche supérieure. Dans le même temps, 38 personnes sur 100 percevant plus de 2 225 euros par mois sont passées dans une tranche de revenus inférieure. Il existe donc en Allemagne une mobilité vers le haut comme vers le bas.

De fait, une société stable, jouissant de la paix sociale, ne dépend pas de l'importance de sa classe moyenne, mais cette stabilité peut aussi être garantie grâce à des chances de mobilité sociale.

Un bilan : la promotion sociale par le travail, la formation et l'égalité des chances

La classe moyenne est un pilier important de la société allemande, mais bien des mythes l'entourent. Ces mythes sont souvent fondés sur des interprétations partiales des données existantes ou ne sont pas confirmés par la réalité. Ainsi, il n'y a ni tendance à long terme d'une diminution de la classe moyenne, ni une nette augmentation des différences de revenus entre les couches sociales. Si les statistiques font état de déclassements de la classe moyenne, ceci n'est souvent pas la conséquence d'une baisse des revenus, mais résulte de la définition même de la classe moyenne et d'un changement des structures sociales. L'accès des tranches de revenus inférieurs à la classe moyenne n'est généralement pas aisée, mais cet accès n'est pas plus difficile en Allemagne que dans d'autres pays comme les Etats-Unis par exemple. En outre, une société hétérogène peut aussi offrir la paix et la justice sociales, dans la mesure où il y existe de bonnes chances de promotion sociale.

Malgré cela, des problèmes concernant la classe moyenne demeurent posés : ainsi la mobilité des couches à revenus inférieurs vers la classe moyenne est certes tout à fait possible, mais elle doit encore être développée et favorisée. Cependant, la perception subjective qu'en ont les Allemands est nettement plus pessimiste que dans d'autres nations. Un élément marquant est aussi la différence entre les craintes subjectives de déclassement et le risque réel de déclassement. Cette différence est préoccupante, car elle peut former un terrain favorable à des revendications en faveur d'un réseau de protection sociale fort, souvent lié à des incitations négatives et, au pire, à une « trappe du chômage », créées par l'Etat social. Ces évolutions auraient pour conséquence de réduire aussi les chances réelles de promotion sociale (Enste et al., 2008).

Mais comme l'Allemagne jouit d'une égalité des chances bien plus grande qu'on ne le pense, ce cercle peut être brisé avec l'équation dite $A + B = C$: Avec l'entrée dans la société par le travail (A) et la promotion sociale par la formation (B), l'égalité des chances (C) pourra être réalisée. Cet idéal exige une politique qui permet d'entrer dans la classe moyenne grâce à un mode de vie auto-déterminé et une promotion sociale due à une intégration dans le système de formation et le monde du travail. Ainsi, cette politique

peut contribuer en Allemagne à une meilleure acceptation de l'économie sociale de marché et à une plus grande satisfaction de la population.

Bibliographie

- Bénabou, Roland / Ok, Efe A., 2001, Social Mobility and the Demand for Redistribution: The POUM Hypothesis, in: Quarterly Journal of Economics, Vol. 116, N° 2, p. 447–487
- Bénabou, Roland / Tirole, Jean, 2006, Belief in a just world and redistributive politics, dans: Quarterly Journal of Economics, Vol. 121, N° 2, p. 699–746
- Brandolini, Andrea, 2010, On the Identification of the “Middle Class”, Conference paper for “Inequality and the Status of the Middle Class: Lessons from the Luxembourg Income Study”, URL: <http://www.lisproject.org/conference/papers/brandolini.pdf> [MAJ: 15-07-2010]
- Braun, Hans, 1989, Helmut Schelskys Konzept der „nivellierten Mittelstandsgesellschaft“ und die Bundesrepublik der 50er Jahre, dans: Friedrich-Ebert- Stiftung (Edit.), Archiv für Sozialgeschichte, tome 29, p. 119–223
- Citro, Constance F. / Michael, Robert T. (Edit.), 2006, Measuring Poverty. A New Approach, Washington, D. C.
- De Luca, Claudio, 2010a, Mittelschicht von Hartz IV kaum betroffen, Berechnungen des Bonner IZA, dans: Capital, 17.2.2010, URL: <http://www.capital.de/finanzen/:Neue-Berechnung--Mittelschicht-von-Hartz-IV-kaum-betroffen/100028303.html> [MAJ: 07-07-2010]
- De Luca, Claudio, 2010b, Warum die Mittelschicht keine Angst vor Hartz IV haben muss, Berechnungen des Bonner IZA, dans: Capital, 8.3.2010, URL: <http://www.capital.de/politik/:Arbeitsmarkt--Warum-die-Mittelschicht-keine-Angst-vor-Hartz-IV-haben-muss/100028800.html> [MAJ: 07-07-2010]
- Enste, Dominik H. / Fetchenhauer, Detlef / Riesen, Ilona, 2008, Sozialstaatsfallen, Erwerbsanreize und soziale Mobilität. Eine ökonomische, soziologische und sozialpsychologische Analyse, Analyses IW, N° 42, Cologne
- Goebel, Jan / Gornig, Martin / Häußermann, Hartmut, 2010, Polarisierung der Einkommen. Die Mittelschicht verliert, dans: DIW-Wochenbericht, N° 24/2010, p. 2–9
- Grabka, Markus M. / Frick, Joachim R., 2008, Schrumpfende Mittelschicht – Anzeichen einer dauerhaften Polarisierung der verfügbaren Einkommen?, dans: DIW-Wochenbericht, N° 10/2008, p. 101–108
- Hülkamp, Nicola / Schröder, Christoph, 2009, Einkommensungleichheit und -armut in Deutschland, dans: Institut

der deutschen Wirtschaft Köln (Edit.), Agenda 20D. Wege zu mehr Wachstum und Verteilungseffizienz, Cologne, p. 169–196

Klös, Hans-Peter / Enste, Dominik H., 2008, Aufstiegs- und Generationenmobilität, dans: Wege zur gesellschaftlichen Mitte. Chancen, Leistung und Verantwortung, Sinclair-Haus-Gespräche, N°. 28, Bad Homburg v. d. Höhe

Lengfeld, Holger / Hirschle, Jochen, 2008, Die Angst der Mittelschicht vor dem Abstieg, Hagener Arbeitsberichte zur Soziologischen Gegenwartsdiagnose– HASG, N° 7/2008, Hagen

Merkel, Wolfgang, 2007, Was die Gesellschaft zusammenhält: Freiheit, Gerechtigkeit und Solidarität, Vortrag für den Hambacher Disput

Middle Class Task Force, 2010, Annual Report of the White House Task Force on the Middle Class, Vice President of the United States, URL: <http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/microsites/100226-annual-report-middle-class.pdf> [MAJ: 15-07-2010]

Neumann, Michael / Schäfer, Holger / Schmidt, Jörg, 2010, Recht auf Aufstieg. Vom Tellerwäscher zum Millionär?, RHI-Diskussion, N°13, Munich

OECD – Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2009, Society at a Glance 2009, OECD Social Indicators, Paris

RHI – Roman Herzog Institut (Edit.), 2009, Was ist Gerechtigkeit und wie lässt sie sich verwirklichen? Antworten eines interdisziplinären Diskurses, RHI-Diskussion, N°. 11, Munich

Schäfer, Holger / Schmidt, Jörg, 2009, Strukturen und Determinanten der Einkommensmobilität in Deutschland, voir: Institut der deutschen Wirtschaft Cologne (Edit.), Agenda 20D. Wege zu mehr Wachstum und Verteilungseffizienz, Cologne, p. 131–168

Schröder, Christoph, 2009, Armutsrisiken im internationalen Vergleich, dans: Institut der deutschen Wirtschaft Köln (Edit.), Agenda 20D. Wege zu mehr Wachstum und Verteilungseffizienz, Cologne, p. 107–129

Siems, Dorothea / Borstel, Stefan von, 2010, Die Wahrheit über Deutschlands Mitte, dans: Welt am Sonntag, 20.6.2010, URL: <http://www.welt.de/diewelt/wirtschaft/article8113263/Die-Wahrheit-ueber-Deutschlands-Mitte.html> [MAJ: 15-07-2010]

Wirtschaftszeitung *AKTIV*, 2010, Auf und Ab, Ausgabe Metall, 39ème année., N°18, 28.8.2010, p. 3

World Values Survey, 2005, Fourth Wave, URL:<http://www.worldvaluessurvey.org> [MAJ : 06-10-2010]

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les Notes du Cerfa sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». À l'instar des Visions franco-allemandes, les Notes du Cerfa sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

C. Deubner, *Mieux gouverner la zone euro : le fragile compromis franco-allemand*, « Note du Cerfa », n°82, mars 2011

L.-M. Clouet, A. Marchetti, *Un leadership par la crédibilité. Perspectives franco-allemandes sur l'avenir de l'Union européenne*, « Visions franco-allemandes », n° 18, mars 2011

F-L. Altmann, *Les Balkans vus de Berlin aujourd'hui*, « Note du Cerfa », n°81, janvier 2011

R. Lallement, *L'économie allemande en sortie de crise : une surprenante résilience*, « Note du Cerfa », n°80, décembre 2010

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur et responsable de la publication des Notes du Cerfa et des Visions franco-allemandes. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».